

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Pistes d'opinion sur l'immigration

1. **L'opinion s'est considérablement durcie en quelques années sur les questions d'immigration ;** même si, paradoxalement, « l'ouverture à l'autre » (autres cultures, autres pays) reste une tendance de fond.

- **72% des Français estiment aujourd'hui** (étude annuelle CNCDH non-encore publiée) « *qu'il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France* ». Ce sentiment est en progression de 4 points par rapport à 2012, 14 points par rapport à 2011, 17 points par rapport à 2010 et 26 points par rapport à 2009.

Si les plus âgés et les sympathisants de droite sont les plus nombreux à penser cela, **cette perception se répand désormais de plus en plus chez les jeunes** (65% des moins de 30 ans, +11 points depuis 2012) **et à gauche** (où elle est désormais nettement majoritaire : 61%).

- Le sentiment que **l'intégration** des personnes d'origine étrangère est en panne progresse également : près des deux-tiers des Français (63 %, + 7 points) considèrent aujourd'hui qu'elle fonctionne mal, dont 21 % très mal (+ 7 points).

La responsabilité du mauvais fonctionnement de l'intégration est nettement plus imputée aux immigrés qu'à la société : 60% estiment que ce sont « *avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer* », pour 25% qui pensent que c'est « *avant tout la société française qui ne donne pas les moyens aux personnes d'origine étrangère de s'intégrer* ».

L'imputation de la responsabilité aux immigrés progresse là aussi nettement chez les plus jeunes, et à gauche (48%, contre 39% en 2012).

2. Dans les études qualitatives, **les musulmans et les Nord-Africains** (avec une grande confusion entre les deux) **focalisent l'essentiel des crispations, à l'exclusion de quasiment toutes les autres « minorités »** (sauf les Roms qui font également l'objet de propos très agressifs).

77% des Français souscrivent aujourd'hui à l'assertion très dure « *aujourd'hui la culture et les valeurs de notre pays sont en danger* » (enquête annuelle Sociovision) : la représentation qui s'impose progressivement est bien celle d'un envahissement silencieux par des personnes différentes, aux pratiques religieuses vécues comme agressives, qui menacerait les valeurs et le modèle social (thème du « grand remplacement » développé dans les cercles autour de M. Le Pen).

A cela s'ajoute une condamnation de l'assistanat des populations immigrées qui « profiteraient » des aides sociales, perception également en diffusion dans toutes les couches de la population (qualifiée de « racisme statutaire » par la CNCDH).

Dans ce contexte, tout geste est prétexte à nourrir les polémiques ou renforcer les représentations. L'opinion est devenue hyper-sensible : les articles sur les menus des cantines entraîne des pics d'audience et des flots de commentaires plus que toute autre actualité (ainsi en début de semaine, les articles sur la cantine de Sargé-lès-Le Mans ont été plus consultés que ceux consacrés à la libération de S. Lazarevic).

En réponse les Français se crispent sur le rapport à la religion, les injonctions à l'intégration, le respect de l'autorité de l'Etat ou la laïcité, perçue comme un rempart, parfois comme une arme¹ : 78% (+10 points) disent en avoir une opinion positive ; 75% pensent que seule la laïcité permet à des gens de convictions religieuses différentes de vivre ensemble, 72 % que la laïcité protège l'identité française.

3. Pourtant, derrière ces peurs et cette demande d'ordre qui s'exprime de façon très ferme, réside un besoin profond d'apaisement et de commun.

Toutes les études qualitatives montrent que, au-delà de l'adhésion que peut recueillir le discours populiste, **c'est bien la gauche républicaine, ferme sur les valeurs de la République, déterminée à combattre les discriminations et accueillante pour ceux qui font le choix de s'intégrer, qui correspond le plus à ce à quoi aspirent une majorité des Français.**

4. Il y a dès lors un fort besoin de discours-cadrage, de réarticulation de valeurs, pas forcément compatible avec des annonces – qui risquent de monopoliser l'attention et d'être mal comprises si le terrain n'est pas au préalable redressé.

Jouer sur les ressorts positifs de l'opinion pourraient notamment passer par :

- **une réappropriation des principes fondamentaux**, en particulier la **laïcité** et la **solidarité**, dont le sens a été détourné par les Français : la laïcité devient une arme anti-islam ; le refus de la solidarité un cache-sexe de l'assistanat anti-immigrés.

Redéfinir ces valeurs avec nos mots, extirper les points de cristallisation qui polluent les représentations (ex. des fraudes aux aides sociales), leur redonner une substance peut être un message en soi, certainement audible.

Il en va de même pour la **notion d'identité française** (« qu'est-ce qu'être français ? »), pour laquelle le politique doit définir le cadre de réflexion, les limites et les tabous : ces représentations ont été longtemps laissées aux aléas de l'opinion, suivisme repris par M. Le Pen qui lui a permis d'imposer dans le débat sa définition « d'être français » (i.e. « de souche »), la seule existante aujourd'hui.

Le sillage des commémorations peut être l'occasion de réaffirmer une autre définition (« ceux qui ont fait la France » ?), apaisante, inattaquable, qui puisse progressivement se diffuser et ré-agréger autour d'elle.

¹ « La laïcité, c'est pas de religion particulière, c'est vivre sa vie sans mettre tout au niveau de la religion. Moi j'y suis attachée, parce qu'on est dans un pays libre, on ne peut pas imposer les choses aux autres. » Femme, 55 ans, adjointe administrative, Aubagne, PS.

« La laïcité, c'est que tout le monde a le droit d'exercer sa religion à partir du moment où ça ne gêne pas les autres. C'est être contre les Arabes qui prient dans la rue et ferment la rue. » Homme, 50 ans, ouvrier, Paris, PS.

- **la mise en valeur d'un récit national partagé**, pour réaligner la mémoire et le parcours de l'immigration avec le récit national.

Ce peut être, par exemple, pour le passé, un symbole qui viendrait insérer la mémoire immigrée dans la mémoire nationale - la reconnaissance des « *chibanis* » et de leur contribution à la France d'aujourd'hui ? (enjeu mémoriel qui ressurgit dans les familles à mesure que cette génération atteint le seuil de sa vie - se pose la question, désormais définitive, du retour au pays ou du repos dans la terre de France, qu'ils ont contribué à construire mais qui semble peu les reconnaître).

Et pour l'avenir (i.e. les enfants et petits-enfants), la réaffirmation de la promesse républicaine - d'émancipation, de méritocratie, de possibilité pour chacun de trouver sa place par le travail - dont l'étiollement a fait de la quête de racines et d'appartenances un substitut.

- **l'attention portée à l'égalité** (thématique centrale dans les études qualitatives sur la citoyenneté et l'intégration), qui peut résumer l'intégration et la citoyenneté, la République, la laïcité - il n'y a pas de citoyens de seconde zone, pas de victimes (mémorielles) ou de bourreaux, pas de règles spécifiques ; tous les citoyens sont égaux, tous ont une égale considération et d'égales opportunités de vie à condition de respecter les règles.

Structurer le débat sur l'égalité est éviter qu'il tourne autour de l'identité – registre où l'égalité est précisément impossible, qui divise au lieu de rassembler – ; et peut appuyer des **signaux positifs en direction de la gauche**, autant sur le combat contre les discriminations (opportunités égales pour tous etc.) que sur le respect des règles, qui devient également une attente à gauche (la citoyenneté comme une exigence, qui implique des droits et des devoirs - pour les nouveaux arrivants comme pour l'ensemble des Français qui doivent, aussi, respecter les valeurs et les lois).

Adrien ABECASSIS